

Keskusteluaiheita Discussion papers

Patrick Chaussepied^{*)}

PERSPECTIVE A MOYEN TERME
DE L'ECONOMIE MONDIALE^{**)}

No 154

8.6.1984

*) Directeur d'Etudes, Bureau d'Informations et de Previsions Economiques (B.I.P.E.), 122, avenue Charles de Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine, France.

***) Rapport présenté au groupe de travail perspectives à long term et changements structurels de l'Association des Instituts Européens de Conjoncture Economique (AIECE), Munich - le 2 mai 1984.

This series consists of papers with limited circulation, intended to stimulate discussion. The papers must not be referred or quoted without the authors' permission.



I - INTRODUCTION

Depuis 1980, le groupe "Perspectives à long terme et changements structurels" de l'Association des Instituts Européens de Conjoncture Economique (A.I.E.C.E.) procède chaque année, lors de sa réunion de printemps, à un examen des prévisions à moyen terme établies par les instituts membres ou par d'autres organismes de prévision économique. Les rapports introductifs à cette discussion avaient été jusqu'à présent préparés par l'institut finlandais ETLA.

Comme le souligne l'ETLA dans le rapport présenté à la réunion d'Athènes, en mai 1983, les prévisions à moyen terme établies par les instituts membres ne sont pas directement comparables entre elles. En effet, ces prévisions sont établies à des dates différentes, portent sur des périodes et sur des champs géographiques différents, reposent sur des hypothèses générales différentes ; en outre, dans certains cas, il s'agit de prévisions conditionnelles présentant des scénarios alternatifs selon les politiques économiques mises en oeuvre ou l'évolution de l'environnement international du pays considéré. Dans ce dernier cas, on a retenu ici, pour les données chiffrées présentées en annexe, les valeurs relatives au scénario central.

L'intérêt d'un examen annuel des travaux à moyen terme des instituts membres de l'AIECE nous paraît se situer à trois niveaux :

- En premier lieu, il permet d'informer les instituts membres de l'association sur les travaux menés par leurs partenaires dans le domaine de la prévision économique à moyen terme. A cet égard, on trouvera en annexe 2 du présent rapport une liste des documents qui nous ont été communiqués par les instituts membres.
- Il permet ensuite d'identifier les domaines de convergence entre les prévisions établies par les instituts membres et ceux sur lesquels, au contraire, se manifestent des divergences d'appréciation. Le chapitre II du présent rapport est précisément consacré à un recensement des éléments de consensus et des divergences entre ces prévisions.
- Il doit enfin indiquer les points qui, du fait du rôle central qu'ils occupent dans les travaux de prévision ou en raison des divergences qui se manifestent à leur propos, semblent mériter une attention particulière du groupe de travail. Le chapitre III du présent rapport propose ainsi un certain nombre de thèmes dont la discussion par le groupe de travail nous semble susceptible d'enrichir les travaux des uns et des autres.

II - ESSAI DE SYNTHÈSE

2.1. L'économie américaine

Plusieurs instituts soulignent l'influence déterminante exercée sur l'économie des autres pays industrialisés et plus généralement sur l'économie mondiale par les évolutions qui affectent l'économie américaine. Cette influence s'exerce par le niveau de l'activité aux Etats-Unis, par les taux d'intérêt pratiqués sur le marché financier américain et par le taux de change effectif du dollar.

Si un accord semble se faire sur une poursuite de la croissance aux Etats-Unis en 1984 et 1985, les perspectives à plus long terme apparaissent incertaines. Les taux de croissance moyens indiqués par le NIESR (3 % sur 10 ans) et par le WIFO (2,5 % sur 1983/1988) impliquent un sensible ralentissement de la croissance aux Etats-Unis au-delà de 1985. Le BIPE et l'OFCE, qui se risquent à donner un profil d'évolution à moyen terme année par année de l'économie américaine, retiennent l'un et l'autre l'hypothèse d'une récession aux Etats-Unis en 1986, suivie d'une reprise à partir de 1987.

La persistance probable à moyen terme d'importants déficits du budget fédéral des Etats-Unis conjugués à une politique monétaire demeurant restrictive conduit la plupart des instituts à anticiper le maintien aux Etats-Unis de taux d'intérêt élevés en termes réels.

Quant au taux de change du dollar, si aucun institut ne semble s'attendre à une forte appréciation de la monnaie américaine par rapport au niveau qu'elle avait atteint en 1983, les avis sont partagés entre : le maintien du dollar à un niveau élevé, du fait notamment d'une tension persistante sur le marché financier américain ; une baisse progressive du dollar nécessaire pour rétablir la compétitivité des producteurs américains face à leurs concurrents européens et japonais ; enfin une chute brutale, qui pourrait être provoquée par une perte de confiance des opérateurs internationaux devant la persistance du déficit budgétaire fédéral et la détérioration de la balance extérieure.

D'une manière générale, les instituts craignent que les taux d'intérêt et les taux de change ne demeurent très instables. Plusieurs d'entre eux soulignent les risques qui s'attachent à la sur-évaluation actuelle du dollar : risque de crise financière, si le dollar demeurerait fort ou s'appréciait davantage encore ; risque de flambée inflationniste aux Etats-Unis dans le cas où le dollar s'affaiblirait fortement.

S'agissant de l'inflation aux Etats-Unis, le BIPE et l'OFCE anticipent une nette accélération de celle-ci en 1984 et 1985, qui porterait l'augmentation du déflateur du PIB à 7 % en 1985. Au-delà de cette date, le ralentissement de l'activité et la poursuite d'une politique monétaire restrictive amèneraient une nouvelle décade de l'inflation.

2.2. Les économies européennes

Les perspectives de croissance des économies européennes qui se dégagent des prévisions formulées par les instituts membres de l'AIECE sont certes supérieures à la stagnation des années 1980-1982 mais restent très médiocres. Hormis la Finlande, pour laquelle l'ETLA prévoit une croissance moyenne annuelle de 3 % sur la période 1983-1987, les prévisions de croissance relatives aux autres économies européennes s'inscrivent dans une fourchette de 1,5 % à 2 % l'an. La commission des Communautés Européennes prévoit ainsi une croissance moyenne annuelle de 1,9 % du Produit Intérieur Brut de la CEE sur la période 1983-1987. Pour les six principaux pays de la CEE (RFA, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas et Belgique) les prévisions de croissance du PIB pour la période 1983-1988 s'étagent entre 1,5 % (OFCE) et 1,9 % (BIPE et DRI). L'institut autrichien WIFO retient pour sa part un taux moyen de croissance de 1,7 % du PIB de la zone OCDE-Europe entre 1983 et 1988.

Ces prévisions de croissance ralentie des économies européennes s'expliquent avant tout par des raisons internes à ces économies, en particulier par le maintien probable de politiques budgétaires restrictives ou à tout le moins neutres et de politiques monétaires contraignantes.

La longue phase de stagnation des économies européennes entre 1980 et 1983 a fait obstacle à la réduction du besoin de financement des administrations publiques en freinant la progression des recettes et en alourdissant les dépenses, notamment les transferts

sociaux. C'est ainsi que pour l'ensemble des pays de la CEE, le besoin de financement des administrations publiques est passé de 3,5 % du PIB en 1980 à 5,4 % du PIB en 1983. En Italie, en Belgique et en Irlande, le besoin de financement des administrations publiques aura dépassé 10 % du PIB en 1983 ; il aura été supérieur à 6 % aux Pays-Bas, au Danemark et en Grèce. Dans ces différents pays, mais aussi dans ceux, tels que l'Allemagne ou le Royaume-Uni, où le besoin de financement des administrations publiques est d'ampleur beaucoup plus limitée (respectivement 3,3 % et 2,2 %) les pouvoirs publics ont le souci d'alléger la pression exercée par les emprunteurs publics sur les marchés financiers et d'accroître ainsi le volume de l'épargne disponible à des fins d'investissement productif. Cela se traduit par un net freinage des dépenses courantes des administrations publiques, une stagnation ou une baisse des investissements publics et une remise en cause, plus ou moins brutale, des systèmes de protection sociale. Les instituts membres de l'AIECE semblent considérer que ces orientations seront maintenues dans le moyen terme.

Ces politiques budgétaires neutres ou restrictives se sont accompagnées au cours des dernières années de politiques monétaires prudentes. Le souci des autorités monétaires de contribuer à la régression de l'inflation et l'obligation où elles se sont trouvées de défendre leurs monnaies face à un mouvement d'appréciation du dollar continu depuis le début de l'année 1981 se sont traduites en particulier par le maintien de taux d'intérêt élevés en termes réels. Il ressort des évaluations faites par la Commission des Communautés Européennes (1), que le taux d'intérêt moyen réel (déflaté par la hausse des prix à la consommation) à long terme s'est établi en moyenne dans les pays de la CEE, à 5,1 % en 1983, soit un taux très supérieur à celui qui prévalait dans les années 70 (+ 0,4 %), mais inférieur au taux pratiqué sur le marché des Etats-Unis (+ 6,8 %). La baisse du dollar, qu'anticipent certains instituts, devrait restituer aux autorités monétaires européennes une partie de la liberté de manoeuvre qu'elles avaient perdu. Néanmoins, les instituts membres de l'AIECE considèrent en règle générale que les taux d'intérêts réels, s'ils fléchissent quelque peu par rapport au niveau très élevé observé en 1983, demeureront positifs sur l'ensemble de la période de prévision. Les instituts nordiques retiennent ainsi l'hypothèse de taux d'intérêt de l'ordre de 3 % en termes réels, tandis que le WIFO retient dans sa prévision un taux de 9 % sur le marché de l'Euro-dollar.

(1) Economie Européenne, n° 18, novembre 1983.

La volonté de freiner l'inflation et de restaurer la rentabilité des entreprises, la montée du chômage, la remise en cause des systèmes de protection sociale pèsent sur la progression des revenus des ménages. Les perspectives de croissance de la consommation privée s'en trouvent amoindries.

Dans ces conditions, le dynamisme des économies européennes en moyenne période dépendra de manière essentielle de l'évolution des investissements et plus particulièrement des investissements productifs. Alors que la demande finale des ménages et des administrations publiques ne connaîtra qu'une croissance ralentie et que les taux d'intérêt menacent de rester élevés, les besoins de modernisation et de restructuration de l'appareil de production, la pression de la concurrence extérieure sur le marché européen et sur les marchés tiers, la restauration de la rentabilité des entreprises, que devraient permettre le ralentissement des hausses de salaires et l'allègement des effectifs, seront-ils suffisant pour induire une reprise durable de l'investissement ? Les instituts membres témoignent à ce propos d'un certain scepticisme. S'ils prévoient en règle générale une croissance de l'investissement plus rapide que celle de la consommation, ils craignent cependant que le ratio Investissement/Produit Intérieur Brut demeure faible et que les pays européens ne prennent du retard par rapport au Japon et aux Etats-Unis dans la modernisation de leur appareil productif.

Dans le domaine des prix, les instituts semblent confiants dans l'efficacité des politiques anti-inflationnistes mises en oeuvre depuis 1980. Ainsi, pour l'ensemble des pays de la CEE, l'augmentation du déflateur du PIB, qui avait atteint 11,3 % entre 1980 et 1982, reviendrait en 1988 dans la zone des 5,5 % à 6 %. Ce mouvement de réduction de l'inflation s'étendrait à l'ensemble des pays européens, mais laisserait subsister en fin de période des écarts importants des taux d'inflation d'un pays à l'autre.

2.3. Les pays en développement

Les instituts soulignent l'ampleur des difficultés auxquelles les pays en développement ont été confrontés dans les dernières années du fait de la baisse des prix des matières premières, de l'appréciation du dollar et de la hausse des taux d'intérêt.

A moyen terme, les perspectives de croissance de ces pays apparaissent, pour reprendre une formule de l'OFCE, "inégalement sombres".

Les pays latino-américains, aux prises avec un grave problème d'endettement extérieur, ont bénéficié en 1982 et 1983 d'une procédure de rééchelonnement de leur dette. Par ailleurs, ces pays ont mis en oeuvre des politiques de dévaluation compétitive et de déflation de la demande intérieure qui, intervenant dans une période de rapide croissance de l'économie américaine, leur ont permis de réduire substantiellement le déficit de leur balance courante. Mais les opérations de rééchelonnement des dettes ont également révélé la réticence croissante des banques à augmenter leurs engagements à l'endroit des pays en développement. Par ailleurs, ces opérations ont abouti à un report des échéances, mais non pas à un allègement réel du poids de la dette. Dès lors, si un ralentissement de la croissance économique aux Etats-Unis en 1985/86 devait limiter les possibilités d'exportation de ces pays alors même qu'ils auront à faire face à des échéances massives de remboursement et que le service de leur dette sera alourdi par le maintien des taux d'intérêt à un niveau élevé, on peut craindre que leurs difficultés financières ne prennent de nouveau un caractère aigu.

Compte tenu des perspectives d'évolution du prix du pétrole et de croissance des importations pétrolières des pays industrialisés, les pays producteurs de pétrole, notamment ceux d'Afrique et du Moyen-Orient, se verront contraints d'ajuster leurs importations sur des recettes d'exportation en croissance lente. La situation à cet égard marquera une nette rupture par rapport aux années 1975/1980 au cours desquelles les pays de l'OPEP avaient été un facteur très important de dynamisme du commerce mondial et avaient massivement contribué à la croissance des exportations de biens d'équipement des pays industrialisés.

Les pays producteurs de matières premières, particulièrement en Afrique, ont souffert pendant les années 1980/82 de la stagnation des économies industrialisées qui a, tout à la fois, limité le volume de leurs exportations et provoqué une forte baisse des cours mondiaux des matières premières. Les perspectives de croissance des pays industrialisés que formulent les instituts membres de l'AIECE ne laissent prévoir qu'une amélioration progressive et modeste de leur situation.

En définitive, seuls les pays en développement de la zone asiatique, et plus spécialement ceux que l'on désigne comme les "nouveaux pays industrialisés" devraient pouvoir enregistrer une croissance rapide du fait de leur intégration étroite avec les économies japonaise et américaine, pour autant du moins qu'ils ne se heurtent pas à la montée du protectionnisme.

2.4. Le commerce mondial

En dépit des difficultés persistantes de la majorité des pays en développement et des perspectives de croissance lente des économies industrialisés, les instituts membres de l'AIECE prévoient une accélération graduelle du commerce mondial au cours de la période de prévision. Etroitement limitée aux pays industrialisés pendant les premières années de la période, la croissance des échanges internationaux pourrait s'étendre progressivement aux pays en développement et aux pays d'Europe de l'Est dans la mesure où ces pays bénéficieront, à travers leurs ventes à la zone OCDE, d'un redressement de leur capacité d'importation. Les taux de croissance moyens avancés pour le commerce mondial en volume se situent entre 4 % et 5 % l'an.

Plusieurs instituts soulignent le risque d'une montée du protectionnisme. Le WIFO note par ailleurs que la détérioration des rapports politiques entre l'Est et l'Ouest pourrait exercer une influence négative sur le développement des échanges commerciaux entre les deux zones.

En revanche, l'instabilité des taux de change ne semble pas constituer, au dire des instituts qui évoquent ce problème, un obstacle majeur au développement des échanges.

2.5. Prix et inflation mondiale

Les instituts excluent unanimement qu'un nouveau choc pétrolier puisse se produire au cours de la période de prévision. Ils observent qu'il existe actuellement une importante marge de capacité inemployée, notamment en Arabie Saoudite, et que la croissance relativement lente de l'économie mondiale, la poursuite des politiques d'économie d'énergie et le développement des énergies alternatives devraient prévenir une forte croissance de la demande de pétrole brut. L'hypothèse la plus communément retenue est celle d'une stabilisation du prix nominal du baril à son niveau actuel en début de période suivie, à partir de 1985 ou 1986, d'une augmentation de ce prix de référence parallèle à l'inflation mondiale de telle sorte que soit maintenu le prix réel du pétrole.

Les perspectives que dessinent les instituts sont légèrement plus favorables pour les autres matières premières. On s'attend que les cours mondiaux des matières premières autres que le pétrole augmentent sur l'ensemble de la période de prévision d'environ 1 % à

1,5 % plus rapidement que l'inflation mondiale. Mais les instituts font observer que cette revalorisation des prix des matières premières interviendrait à partir d'un niveau de départ particulièrement déprimé.

Les prévisions relatives à l'évolution des prix en dollars des exportations de biens manufacturés des pays industrialisés varient bien évidemment avec les prévisions faites par ailleurs sur l'évolution du taux de change effectif du dollar. Elles se situent entre 4 % l'an, dans l'hypothèse de maintien d'un dollar fort, et 6 % l'an, dans l'hypothèse d'une dépréciation graduelle de la monnaie américaine.

2.6. Conclusion

Dans leurs prévisions à moyen terme, les instituts membres de l'AIECE excluent toute perturbation majeure de l'économie mondiale pendant la période de prévision. Certains d'entre eux soulignent cependant que la situation d'endettement des pays en développement demeure très préoccupante et que la menace d'une grave crise financière à l'échelle internationale n'est pas écartée.

Dans ce cadre, les instituts prennent acte de la reprise de l'économie américaine et des effets d'entraînement qu'elle exerce sur les économies européennes et sur l'économie mondiale. Ils demeurent cependant très réservés sur la possibilité que les économies industrialisées retrouvent dans les prochaines années une croissance rapide.

S'agissant des Etats-Unis, les instituts doutent manifestement que la croissance très rapide des années 1983 et 1984 puisse être durablement tenue face à l'ampleur du déficit structurel du budget fédéral et à la détérioration de la balance extérieure des Etats-Unis.

En Europe, la poursuite de politiques budgétaires et monétaires restrictives orientées vers la lutte contre l'inflation, la restauration des grands équilibres macroéconomiques et la restauration de la situation financière des entreprises freinera la croissance de la consommation sans garantir pour autant la reprise des investissements.

Enfin, si le commerce mondial, après le coup d'arrêt des années 1981/83, semble devoir repartir de l'avant, sa croissance restera freinée par la situation encore fragile des pays en développement et par la montée des tentations protectionnistes.

111 - MATIERE A DEBAT

Nous voudrions, dans cette dernière partie du rapport, proposer au groupe de travail certains thèmes de discussion que nous avons, non sans un certain arbitraire, regroupé sous trois têtes de chapitre :

- les variables clef
- le cheminement conjoncturel
- les changements structurels.

3.1 Les variables-clef

Il s'agit ici de mettre en discussion des hypothèses de caractère général (taux d'intérêt, taux de change, politiques économiques), qui jouent un rôle central dans les prévisions élaborées par les instituts, mais dont les fondements mêmes nous semblent pouvoir être utilement interrogés.

a) Les taux d'intérêt

Les instituts, nous l'avons noté, retiennent généralement l'hypothèse de taux d'intérêt élevés en termes réels sur l'ensemble de la période de prévision.

- S'agissant des marchés monétaire et financier américains, peut-on considérer que les facteurs qui ont entraîné l'escalade des taux d'intérêt en 1981 puis, après la détente intervenue au second trimestre 1982, leur maintien à un niveau élevé, persisteront pendant l'ensemble de la période de prévision ?
- Dans l'hypothèse même où les taux d'intérêt demeureraient élevés aux Etats-Unis, ne peut-on penser que la baisse du dollar, qu'anticipent certains instituts, est de nature à déconnecter quelque peu les taux d'intérêt de part et d'autre de l'Atlantique et à restituer aux autorités monétaires européennes une certaine liberté de manoeuvre ?
- Faut-il au contraire admettre, qu'indépendamment des évolutions qui affectent les marchés monétaire et financier américains et le taux de change du dollar, il y a des raisons proprement européennes au maintien de taux d'intérêt élevés en Europe ?

b) Le taux de change du dollar

Les instituts avouent fréquemment leur embarras quant aux hypothèses qu'il convient de retenir en matière de taux de change du dollar.

- Cette variable a-t-elle au demeurant l'importance qu'on semble lui prêter ? En d'autres termes, les mouvements qui affectent la monnaie américaine ont-ils en moyenne période une influence directe sur le niveau ou sur la structure de l'activité dans les pays européens ?
- Ne peut-on au contraire considérer que les mouvements du dollar n'influent sur l'activité en Europe que dans la mesure où, indirectement, ils contraignent les autorités monétaires européennes à subordonner leur politique à la défense des objectifs de change ? Si tel était le cas, ne peut-on envisager qu'en moyenne période un renforcement de la coopération monétaire entre les pays européens vienne alléger le poids de cette contrainte ?
- Quelle est réellement l'influence des mouvements du dollar sur l'inflation en Europe ? Faut-il en particulier admettre que les cours en dollars des matières premières et du pétrole sont indifférents en moyenne période aux variations du taux de change effectif du dollar ? N'est-il pas plus exact de considérer que les cours mondiaux des matières premières, toutes choses égales par ailleurs, augmentent d'autant moins que le dollar s'apprécie et seraient, au contraire, entraînés à la hausse si le dollar venait à se déprécier ?

c) Les politiques économiques

En règle générale les instituts postulent le maintien en Europe, pendant toute la période sous revue, de politiques budgétaires et monétaires restrictives donnant la priorité à la réduction de l'inflation.

- Compte tenu du niveau déjà très élevé du chômage dans les pays européens et de l'aggravation à laquelle conduirait probablement une croissance durablement ralentie, peut-on véritablement tenir pour vraisemblable la poursuite pendant encore 5 ou 6 ans de politiques aussi restrictives ?
- Etant données les prévisions que l'on peut faire à moyen terme sur l'environnement international des économies européennes, le redressement souhaité des investissements productifs est-il envisageable sans que soit assuré simultanément un soutien de la demande intérieure ?

- Quels pourraient être les moyens et quelles seraient les conséquences notamment en termes d'inflation, de finances publiques et de balance extérieure - d'une évolution vers des politiques économiques plus actives ?

- Une réorientation des politiques en Europe est-elle envisageable dans un pays isolément ? Compte tenu de l'état de la coopération européenne, peut-on retenir à moyen terme l'hypothèse d'un infléchissement concerté des politiques économiques en Europe ?

3.2 Le cheminement conjoncturel

A deux exceptions près, les instituts présentent leurs prévisions à moyen terme sous la forme de taux de variation moyens annuels sur l'ensemble de la période de prévision. Or dans le même temps les instituts soulignent la nécessité de prendre en compte les relations d'interdépendance au plan mondial entre les économies nationales et relèvent, en particulier, l'influence déterminante qu'exerce l'économie américaine sur la dynamique de l'économie mondiale. Dans ces conditions, il nous paraîtrait intéressant que le groupe de travail s'interroge sur les fluctuations susceptibles d'affecter l'économie américaine au cours de la période sous revue et sur leur propagation.

- La reprise de l'économie américaine en 1983 et la poursuite probable de la croissance en 1984 et 1985 indiquent-elles que l'économie américaine, restructurée et modernisée, s'est dégagée de la situation de crise dans laquelle elle semblait enlisée dans la seconde moitié des années soixante-dix ? Si l'on répond positivement à cette question, on peut envisager, comme le font les autorités américaines elles-mêmes, que la croissance de l'économie américaine se poursuive à un rythme soutenu au delà de 1985 et que les déficits budgétaire et extérieur soient résorbés progressivement. Une toute autre analyse interprète ces déficits comme le révélateur d'une situation de crise persistante dans une économie par ailleurs placée en état de surchauffe par une politique budgétaire massivement expansionniste. Une telle analyse à l'inverse de la précédente, conduit à anticiper un processus de réajustement brutal débouchant sur une récession dès le second semestre 1985 ou en 1986.

- Dès lors se trouve posée la question des incidences possibles d'une récession aux Etats-Unis sur les économies européennes. La reprise de l'économie américaine ayant incontestablement très largement contribué au raffermissement de la conjoncture en Europe, doit on admettre qu'un ralentissement marqué de la croissance économique aux Etats-Unis ou une récession dans ce pays exercerait symétriquement un effet dépressif sur la conjoncture européenne ? Une relative autonomie de la conjoncture en Europe est-elle au contraire concevable à partir de 1986 et au-delà et à quelles conditions ?

- Quelles seraient par ailleurs les conséquences d'un ralentissement prononcé de la croissance ou d'une récession aux Etats-Unis sur les pays en développement ? L'amélioration très relative de la situation économique de ces pays pendant les années 1984 et 1985 aura-t-elle suffisamment atténuée les difficultés nées de la phase récessionniste de 1980/1982 pour que puisse être évitée dans ce cas une crise majeure. Ne peut-on pas craindre en particulier, que le rétrécissement des possibilités d'exportation vers les Etats-Unis, intervenant dans un moment où les pays latino-américains devront s'acquitter d'échéances particulièrement lourdes, ne fasse résurgir dans ces pays une crise financière de grande ampleur ?

3.3 Problèmes structurels

L'horizon de 5 années qui est traditionnellement celui des prévisions à moyen terme est à la charnière des mouvements de courte période, à structures inchangées, et des évolutions de longue période portant transformation des structures économiques. Aussi nous paraît-il intéressant que le groupe de travail, après avoir examiné les liens entre les prévisions à moyen terme et le cheminement conjoncturel, s'efforce de situer ces prévisions par rapports aux évolutions structurelles dans lesquelles elles s'inscrivent ? Parmi les questions qui pourraient être évoquées dans cette optique, nous citerons en particulier :

- L'endettement des pays en développement

L'opinion tend à se répandre aujourd'hui que les opérations de rééchelonnement de dettes opérées en 1982 et 1983 sous la pression de la nécessité, ont différé les difficultés financières des pays en développement sans leur apporter de solution durable. Peut-on envisager que dans le cadre de la période sous revue, ces difficultés soient traitées de manière plus radicale, par exemple par une restructuration de l'ensemble de la dette de ces pays ?

- La restructuration et la modernisation des économies industrialisées

Depuis bientôt 10 ans les appareils productifs des pays industrialisés sont l'objet de profondes transformations. Ce mouvement de restructuration et de modernisation est-il par lui-même susceptible de régénérer le potentiel de croissance des économies industrialisées et d'assurer d'ici à la fin de la décennie l'émergence d'une nouvelle phase de croissance longue ?

- La hiérarchisation des économies

L'opinion tend à prévaloir que les Etats-Unis et le Japon sont significativement plus avancés que les pays européens dans la voie de la restructuration et de la modernisation de leur économie. Cette affirmation est-elle fondée et, si elle l'est, qu'elles pourraient en être les conséquences ? Doit-on en particulier tenir pour probable le déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale vers une zone pacifique associant le Japon, les Etats-Unis et les nouveaux pays industrialisés d'Asie ?

- La crise de l'Europe

Les difficultés que connaît actuellement la construction européenne ne sont-elles que le reflet d'un processus d'ajustement des institutions et des mécanismes européens aux évolutions intervenues depuis 20 ans dans les économies européennes ? Sont-elles au contraire l'amorce d'un mouvement de dislocation tel que pourrait le susciter, par exemple, une domination technologique des Etats-Unis et du Japon et l'émergence dans la zone pacifique d'un pôle moteur de l'économie mondiale ?

A N N E X E S

ANNEXE I

DONNEES CHIFFREES

On trouvera ci-après des données prévisionnelles chiffrées relatives à la croissance du PIB et à l'inflation pour les zones et pays suivants :

- OCDE
- CEE
- ETATS-UNIS
- JAPON
- AUTRICHE
- BELGIQUE
- DANEMARK
- FINLANDE
- FRANCE
- ITALIE
- NORVEGE
- PAYS-BAS
- REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE
- ROYAUME-UNI
- SUEDE

OCDE / OECD

Gross Domestic Product - Volume
Produit Intérieur Brut en volume

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976-1979	1980-1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983-1988
OCDE	3,3	0,9							
BIPE (1).....			2,5	3,7	2,6	0,9	2,4	3,8	2,6
INSEE (2)....			← 0,9 →		← 2,6 →				2,0
NIESR			← 2,7 →		← 2,5 à 3 →				2,7
Nordic Instit.					← 2,5 →				
OFCE (1)			2,1	3,3	1,6	0	1,9	2,9	2,0
WIFO					← 2,2 →				2,2

GDP Deflator
Déflateur du PIB

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976-1979	1980-1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983-1988
OCDE	8,6	10,8							
BIPE (1).....			4,6	4,7	5,8	5,5	4,8	4,6	5,0
INSEE (2)....			← 5,9 →		← 4,7 →				5,1
NIESR			← 5,5 →		← 5,0 à 5,5 →				5,7
Nordic Instit.					← 6,0 →				
OFCE (1).....			4,6	5,2	6,1	5,6	5,0	4,7	5,2

(1) 8 principaux pays partenaires de la France

(2) 8 principaux pays partenaires de la France pondérés par leur part dans les exportations françaises

C.E.E./E.E.C

Gross Domestic Product - Volume
Produit Intérieur Brut en volume

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976-1979	1980-1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983-1988
OCDE	3,6	0,4							
BIPE (1)			1,0	2,1	2,1	1,7	1,7	2,6	1,9
CEE			← 1,9 →						
DRI (1)			1,1	1,9	2,1	2,1	2,0	2,3	1,9
OFCE (1)			0,9	1,6	1,8	0,4	1,7	2,7	1,5
WIFO (2)			← 1,7 →						1,7

GDP Deflator
Déflateur du PIB

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976-1979	1980-1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983-1988
OCDE	9,5	11,3							
BIPE (1)			7,0	6,1	6,0	5,5	5,3	5,3	5,9
CEE			← 5,7 →						
DRI (1)			7,1	6,1	6,6	7,2	7,0	6,6	6,8
OFCE (1)			7,0	6,5	6,4	6,0	5,7	5,4	6,2

(1) 6 principaux pays de la CEE

(2) OCDE Europe

ETATS-UNIS/U.S.A.

Gross Domestic Product - Volume
Produit Intérieur Brut en volume

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE	4,3	0,1							
BIPE			3,3	4,8	2,3	- 0,5	2,5	4,5	2,8
NIESR			←			3,0			
OFCE			3,0	4,5	1,2	- 1,0	2,0	3,0	2,1
WIFO			←		2,5			→	2,5

GDP Deflator
Déflateur du PIB

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE	7,0	8,3							
BIPE			4,2	4,7	7,0	6,5	5,0	4,5	5,3
OFCE			4,2	5,5	7,0	6,5	5,5	5,0	5,6

JAPON/JAPAN

Gross Domestic Product - Volume
Produit Intérieur Brut en volume

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988	
OCDE	5,2	4,1								
BIPE			3,0	4,2	4,5	3,2	3,7	4,2	3,8	
JERC (1)			3,6	4,1	3,6	4,0	4,4			
OFCE			2,7	3,5	2,5	1,7	2,0	3,0	2,6	
WIFO			←————— 3,3 —————→							3,3

G DP Deflator
Déflateur du PIB

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE	4,8	2,4							
BIPE			0,7	1,5	2,0	2,5	3,0	3,2	2,2
JERC (1)			1,5	2,6	2,6	2,4	3,0		
OFCE			0,7	1,5	2,5	2,2	2,0	2,0	1,8

(1) Année fiscale

AUTRICHE/AUSTRIA

Gross Domestic Product - Volume
Produit Intérieur Brut en volume

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976-1979	1980-1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983-1988
OCDE	3,5	1,3							
WIFO			← 2,0 →						2,0

GDP Deflator
Déflateur du PIB

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976-1979	1980-1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983-1988
OCDE	5,1	6,1							
WIFO			← 4,0 →						4,0

BELGIQUE/BELGIUM

Gross Domestic Product - Volume
Produit Intérieur Brut en volume

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE	2,9	1,1							
BIPE			0,3	1,2	1,5	1,0	1,7	2,6	1,4
DULBEA					←		1,1	1,1	
DRI			0,6	1,2	1,8	1,1	1,8	2,0	1,4
OFCE			1,0	1,0	2,0	0	2,0	2,5	1,1

GDP Deflator
Déflateur du PIB

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE	5,7	5,5							
BIPE			7,1	6,3	6,0	5,5	5,2	5,0	5,9
DULBEA (1)					←		4,6	6,6	
DRI			7,1	3,7	6,4	6,1	4,1	4,3	5,3
OFCE			7,0	6,0	5,0	5,0	4,5	6,0	5,6

(1) Prix à la consommation

DANEMARK

Gross Domestic Product - Volume
Produit Intérieur Brut en volume

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE	3,6	0,8							
DET OKONOMISKE RAD					2,0				

GDP Deflator
Déflateur du PIB

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE	8,7	9,8							
D.E.R.					5,8				

FINLANDE/FINLAND

Gross Domestic Product - Volume
Produit Intérieur Brut en volume

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976-1979	1980-1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983-1988
OCDE	2,6	3,3							
ETLA			← 3,0 →						

GDP Deflator
Déflateur du PIB

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976-1979	1980-1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983-1988
OCDE	9,5	9,8							
ETLA (1)			← 7,5 →						

(1) Prix à la consommation

FRANCE

Gross Domestic Product - Volume
Produit Intérieur Brut en volume

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976-1979	1980-1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983-1988
OCDE	3,8	1,0							
BIPE			0,9	0,6	1,4	1,7	1,7	2,5	1,5
DRI			0,6	0,7	2,0	2,7	2,3	2,9	1,9
INSEE			← 0,6 →		← 1,9 →				1,5
OFCE			0,5	0,8	1,3	← 2,1 →			1,5
WIFO			← 1,7 →						1,7

GDP Deflator
Déflateur du PIB

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976-1979	1980-1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983-1988
OCDE	9,7	12,2							
BIPE			9,3	7,7	6,7	6,2	5,7	5,7	
DRI			9,3	7,3	7,4	8,3	8,6	8,2	
OFCE			9,5	7,2	5,5	5,5	4,8	5,0	

ITALIE/ITALY

Gross Domestic Product - Volume
Produit Intérieur Brut en volume

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE	3,8	1,2							
BIPE			- 1,4	2,3	2,7	2,0	2,5	2,8	1,8
DRI			- 1,4	2,2	2,8	2,2	2,5	1,9	1,7
OFCE			- 1,0	1,7	2,5	0,5	1,5	3,0	1,4
WIFO			←		1,9				→ 1,9

GDP Deflator
Déflateur du PIB

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE	16,7	18,8							
BIPE			14,7	11,5	10,5	9,5	9,8	10,5	11,1
DRI			14,9	13,1	11,5	12,6	12,2	11,1	12,6
OFCE			16,0	14,0	14,0	13,0	12,0	12,0	13,5

NORVEGE/NORWAY

Gross Domestic Product - Volume
Produit Intérieur Brut en volume

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE	5,0	1,3							
IØI			← 1,5 →						

G DP Deflator
Déflateur du PIB

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE	7,2	13,4							
IØI (1)			← 7,5 →						

(1) Prix à la consommation

PAYS-BAS / NETHERLANDS

Gross Domestic Product - Volume
Produit Intérieur Brut en volume

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE	3,1	- 0,5							
BIPE			1,0	1,6	2,0	1,4	1,9	2,8	1,8
Centraalplan Bureau			1 à 1,5	← 1,5 →					
DRI			1,1	1,8	1,4	1,6	2,6	1,0	1,6
OFCE			0,5	1,6	1,7	0,2	1,2	2,5	1,3

GDP Deflator
Déflateur du PIB

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE	6,1	5,7							
BIPE			1,6	2,3	2,7	3,2	3,5	3,5	2,8
Centraalplan Bureau (1)			2,5	← 1,5 →					
DRI			5,0	4,5	2,7	2,9	1,8	4,1	3,5
OFCE			1,7	2,5	3,0	3,5	6,0	5,0	3,6

(1) Prix à la consommation

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE/FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

Gross Domestic Product - Volume
Produit Intérieur Brut en volume

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988	
OCDE	3,9	0,3								
BIPE			1,3	3,0	2,5	2,0	1,7	2,8	2,2	
DRI.....			1,3	2,6	2,2	1,9	2,1	2,6	2,1	
OFCE.....			1,2	1,7	2,2	0,5	1,5	2,5	1,6	
WIFO.....			← 1,8 →							

G DP Deflator
Déflateur du PIB

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE.....	3,8	4,5							
BIPE.....			3,2	2,8	3,2	3,0	2,8	3,0	3,0
DRI			2,9	2,7	4,5	5,4	4,8	3,7	4,0
OFCE.....			2,5	2,7	3,2	3,0	3,0	2,7	2,9

ROYAUME-UNI/UNITED KINGDOM

Gross Domestic Product - Volume
Produit Intérieur Brut en volume

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE	2,6	- 0,5							
BIPE			2,7	2,6	2,3	1,5	1,2	2,1	2,1
DRI			3,1	2,1	1,7	1,8	1,2	1,8	2,0
NIESR			2,1	2,0	1,0	1,4	1,5	1,6	1,6
OFCE			2,7	2,5	1,5	0	2,0	3,0	2,0

GDP Deflator
Déflateur du PIB

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988
OCDE.....	13,6	12,7							
BIPE.....			5,6	5,9	6,8	6,0	5,5	5,0	5,8
DRI.....			5,4	5,3	6,2	5,8	6,4	6,5	5,9
NIESR (1)...			5,6	6,8	6,8	6,7	7,0	7,5	6,7
OFCE			5,2	6,5	7,5	6,5	6,0	6,0	6,3

(1) Prix à la consommation

SUEDE/SWEDEN

Gross Domestic Product - Volume
Produit Intérieur Brut en volume

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988	
OCDE	1,3	0,5								
IUI.....			←————— 2,0 —————→							

GDP Deflator
Déflateur du PIB

Average percent change at annual rate
Variation annuelle en %

	1976- 1979	1980- 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983- 1988	
OCDE.....	10,0	9,9								
IUI (1).....			←————— 8,2 —————→							

(1) Prix à la consommation

ANNEXE II

DOCUMENTS UTILISESINSTITUTS MEMBRES DE L'AIECE

- B.I.P.E. : Documents préparatoires à l'élaboration des Prévisions Glissantes Détaillées à paraître en juin 1984.
- Centraal Planbureau : English summary of a report on the "Medium Term Prospects for the Dutch Economy"; Spring 1984
- DOR - ETLA - IFF - IUI - IOI : Economic Growth in a Nordic Perspective; January 1984
- DULBEA : Diagnostic de la situation économique de la Belgique à l'horizon 1990; in "Cahiers Economiques de Bruxelles"; 1er Trimestre 1984
- I.N.S.E.E. : Une projection de l'économie française à l'horizon 1988; in "Economie et Statistique"; Décembre 1983
- N.I.E.S.R. : The Economic Situation; in "National Institute Economic Review"; November 1983.
- O.F.C.E. : Version provisoire d'articles sur les perspectives à moyen terme de l'économie française et de son environnement international à paraître dans "Observations et Diagnostics Economiques" en Avril 1984.
- W.I.F.O. : Mittelfristige Prognose des österreichischen Wirtschaft 1983 bis 1988; Februar 1984.

AUTRES ORGANISMES

- B.I.R.D. : Rapport sur le Développement dans le Monde; Juillet 1983.
- C.E.E. : Perspectives Economiques à court et moyen terme; in "Economie Européenne"; Novembre 1983.
- D.R.I. : European Long Term Review; March 1984.
- I.M.F. : World Economic Outlook; Mai 1983.
- Japan Economic Research Center : Five-year Economic Forecast; April 1983.